

## **Déclaration des premières Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence 15, 16 juillet 2001**

Au sommet de Lisbonne en 1999, l'Europe s'est donné une stratégie explicite et ambitieuse en faveur de l'innovation, de l'emploi et de la croissance. Dix huit mois plus tard, le ralentissement conjoncturel actuel marque la fragilité de la trajectoire en particulier avec le maintien d'un taux d'investissement trop faible. Le taux de participation de la population reste très faible, pour les plus jeunes et les plus de 55 ans. A la veille de l'introduction de l'euro, le désenchantement guette : l'Europe, techniquement plus complexe, devient psychologiquement plus lointaine. Laisser s'accroître cet écart pourrait se révéler lourd de menaces. L'heure de la refondation européenne doit sonner.

L'année 2001 constitue une année charnière. Selon les mesures que prendront ou ne prendront pas les gouvernements des pays européens, l'Europe peut basculer vers une nouvelle ère de croissance ou une nouvelle période de crise.

Il y a un an, on affirmait que l'Europe se trouvait au début d'une longue ère de croissance. Or elle n'a pas réussi à tenir durablement une croissance économique supérieure à 3%. Le ralentissement économique touche l'ensemble du monde. Dans ce contexte, l'Europe a un rôle central à jouer et elle doit affirmer son poids économique et son projet politique.

Le Cercle des Economistes, réuni à Aix-en-Provence pour ses Premières Rencontres Economiques Internationales, souhaite par cette déclaration attirer l'attention des gouvernements sur la nécessité de réagir sans délais.

Il recommande de prendre d'ici la fin de l'année trois séries de mesures prioritaires dans les domaines industriel, financier et social.

● Dans le domaine industriel, une priorité doit être donnée à l'émergence d'une Europe de la croissance et dans ce contexte, à la recherche-développement et à l'innovation.

Le retard technologique de l'Europe ne se résorbe pas. Les capacités d'incorporation des nouvelles technologies dans le capital productif et de transformer la recherche en applications sont trop faibles. A côté de grands succès, comme Airbus, l'Europe de l'industrie et de la recherche est souvent défaillante comme l'ont démontré les incohérences à propos de la mise en place de l'UMTS.

Une augmentation très sensible des dépenses de R&D et l'encouragement à l'innovation, ainsi qu'une meilleure collaboration entre recherche publique et recherche privée, doivent être visée dans les prochaines années afin de combler les retards et parvenir à « l'Europe de la connaissance » qui était l'ambition du Conseil Européen de Lisbonne. L'enseignement supérieur et la recherche doivent être au cœur des projets européens. Ils doivent être « européens » par la mise en place d'un système européen d'Universités largement autonomes mais fondé sur des règles communes de stimulation et d'évaluation. Ceci devra s'accompagner d'une modernisation de la formation professionnelle grâce à l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les Etats doivent s'engager à inciter à la construction d'un réseau européen de télécommunication de haut – débit suffisamment capillaire pour corriger les inégalités de la localisation géographique. Par ailleurs, il convient de prendre des mesures d'accompagnement permettant de transformer

l'UMTS en succès, afin d'éviter la déstabilisation de l'ensemble du secteur des télécommunications.

● Dans le domaine de la régulation macroéconomique il faut combiner les politiques de stabilisation de la demande avec des programmes ambitieux et convergents de réformes structurelles portant notamment sur une meilleure intégration des systèmes bancaires et des marchés financiers. Il est essentiel de rendre les politiques macroéconomiques plus réactives par rapport aux situations conjoncturelles. Cela implique en particulier que la BCE accorde une place plus importante et plus transparente aux évolutions de l'activité économique dans la définition de ses objectifs.

Il paraît nécessaire de rendre plus interactifs les différents volets de la régulation macroéconomique. Les gouvernements doivent par ailleurs accélérer la coordination des politiques budgétaires et fiscales afin de donner à l'Europe la gouvernance nécessaire au succès durable de l'euro et plus d'autonomie financière, condition nécessaire pour affirmer son pouvoir d'influence sur l'économie mondiale et en particulier sur les marchés financiers.

● Dans le domaine social, si les Européens veulent bénéficier des efforts d'unification déjà accomplis (qui ont été chèrement payés), une nouvelle étape dans la construction d'un modèle social européen doit être mise en œuvre. Les restructurations industrielles vont se poursuivre. Elles rendent d'autant plus nécessaire la formulation d'un nouveau pacte social européen qui intègre à la fois l'indispensable flexibilité et la réponse à des besoins légitimes de sécurité économique. Les transformations majeures qui ont affecté ces dernières années les systèmes de rémunération du capital et du travail nécessitent une profonde évolution et une plus grande transparence des modes de rémunération, de financement des retraites et d'intéressement des différents acteurs de l'entreprise. Le développement de modes de rémunération non salariale a pris une place déterminante dans nos économies. Il convient donc que les partenaires sociaux se réunissent pour prendre en compte ces changements et en tirer les mesures d'urgence qui s'imposent, notamment une extension à tous les salariés des nouveaux systèmes de rémunération.

L'objectif ultime est de combiner un modèle social européen avec un nouveau mode de gouvernement d'entreprise favorisant la mobilité sectorielle et géographique.

**En conclusion, il va de soi que ces mesures n'auront de sens et d'efficacité :**

- que si la machine institutionnelle et administrative au niveau des pays et de Bruxelles sort de la paralysie actuelle. Dès lors que des décisions politiques sont prises, si celles-ci ne sont pas mises en œuvre au bout de cinq ans, les citoyens européens ont de quoi s'interroger sur la nécessité des instances dont ils ont demandé, par voie de vote, le renforcement. Des règles en matière de calendrier décisionnel et des sanctions doivent être mises en œuvre pour que les citoyens ne se perçoivent pas comme « abandonnés » par leurs instances représentatives au niveau européen.
- que si le passage à l'euro « physique » est une réussite. A cet égard, le Cercle des Economistes demande aux chefs d'états et de gouvernements de s'engager solennellement à tout mettre en œuvre, notamment en ce qui concerne l'information des citoyens, pour que ce passage ne contribue pas à l'exclusion et se fasse sans pression inflationniste. C'est à cette condition que l'arrivée de l'euro sera vécue comme une ambition et une chance pour l'Europe et les Européens et non pas, comme elle est souvent ressentie, comme une contrainte et une angoisse.